

RENCONTRES FRANCOPHONES RECLAIM THE FIELDS

À l'Espace Autogéré des Tanneries, à Dijon les 22, 23 et 24 octobre 2010

Vendredi	2
Présentation des participant-e-s :	2
Une brève histoire de Reclaim the Fields:.....	2
Fonctionnement de Reclaim the Fields:.....	3
Tour d'horizon des expériences connues:.....	4
Quelques exemples de ce qui se passe à différents endroits en France:	4
Ce qui se passe, dans les très grandes lignes, dans d'autres pays:.....	6
Samedi	7
Petit interlude matinal:.....	7
4 questions importantes, et les réponses qu'on leur a trouvées en discutant en petits groupes.....	7
Pourquoi lutter pour la terre en Europe et localement ?.....	7
Pour qui lutter ? Pour y faire quoi dessus ?.....	8
Quelles formes peuvent prendre ces luttes ? Quels sont les outils juridiques et techniques dont on a besoin ?.....	8
Quelles paysanneries pour quelle société ? Quels modes de solidarité activer sur ces luttes là ?.....	9
Point juridique.....	10
Notre Dame des Landes.....	10
Dimanche	12
L'aspect juridique.....	12
Réseau formation Reclaim the Fields.....	13
L'atelier sur Notre Dame des Landes : ce qu'on voudrait, pourrait y faire.....	14
L'AGENDA	15
La prochaine rencontre RtF francophone.....	15
La rencontre RtF en Autriche le weekend prochain (30 – 31 octobre 2010).....	15
Forum sur l'autonomie alimentaire, à Nyeleni en Autriche, août 2011.....	15
Conclusion récapitulatoire et perspectives d'avenir: Les choses qu'on a décidé et celles qu'on va faire.....	16

Vendredi

Les participant-e-s de France et de Navarre arrivent de manière échelonnée le vendredi après midi. Les discussions commencent en fin d'après midi.

Présentation des participant-e-s :

Les habitant-e-s et personnes impliquées aux Tanneries présentent le lieu et son histoire.

Cet espace autogéré, qui a été, depuis une dizaine d'années, squatté, expulsé, resquatté, possède maintenant un conventionnement renouvelable tous les 3 ans avec la Mairie, qui de nouveau veut expulser pour « urbaniser » le secteur, mais un processus de discussion est en cours pour une proposition de relogement. Il y a une dizaine d'habitants et de nombreuses activités régulières, gérées lors d'une réunion une fois par mois : concerts punks avec Maloka, bibliothèque (récupérant la « bibliothèque en feu » de l'intersquat de Lyon) mise en place par des chantiers collectifs comme beaucoup de choses ici, zone de gratuité, infokiosk, ordinateurs, sérigraphie, vélo, potagers collectifs...

Ensuite vient un tour de présentation dont voici quelques tendances :

Nous étions une quarantaine de personnes environ, issues de milieux et dans des contextes différents: villes, campagnes, hybrides entre les deux, lieux de vie / d'agriculture collectifs, saisonnier-e-s agricoles, associations de type AMAP, syndicat agricole, agriculteur-ices / paysannes en activités, à la retraite, en projet ou en rêve, quelques personnes assez calées sur les questions juridiques, potagers collectifs en ville, étudiant-e-s chercheur-euses à l'INRA, gens qui venaient "se renseigner", expérimentateur-ices, personnes désireuses d'approfondir, de développer et consolider des liens villes - campagnes, des gens en lutte contre des projets mégalo, etc.

- A noter que peu d'entre nous avaient pris part aux rencontres précédentes.

Une brève histoire de Reclaim the Fields:

- Au départ, il y a **Via Campesina**, c'est une fédération internationale de syndicats de petits paysans et de diverses organisations en lien avec l'agriculture. Beaucoup de ses membres avançant en âge, Via Campesina rencontre un problème de renouvellement des gens impliqués. Il émerge de Via Campesina une volonté que les jeunes se prennent en main et cela a pris plus de temps en Europe qu'ailleurs dans le monde.

- Lors du **Forum Social à Malmeu (Suède) en 2008**, une trentaine de jeunes se réunissent, issus d'organisations membres de Via Campesina, ou non.. Il y a entre elle - eux une grande diversité culturelle mais aussi une belle connivence. On constate qu'il y a en Europe peu de jeunes agriculteurs et peu de jeunes syndiqués. Il apparaît en effet que les jeunes sont plus dans des démarches collectives, que la question de l'accès à la terre concerne des gentes des villes, des campagnes, des squatts, des militants (libertaires, écologie radicale,...), bref des gens divers qui souhaitent cultiver pour leur autonomie.

La "protoéquipe" souhaite aller là où sont les forces vives, avec une volonté de visibiliser les différentes énergies, de réunir les forces vives et décide d'organiser un grand campement.

S'ensuivent 4 réunions, qui rassemblent 15 à 20 personnes, chacune avec des gens différents.

- En octobre 2009, **un grand campement près de Minerve (34) dans la ferme collective de Cravirola** est organisé, sur le modèle du No Border, ou camp Climat avec une autogestion maximale. Des moments avec des tribunes, orientés sur la transmission, l'éducation populaire, vont de pair avec des discussions / ateliers en petits groupes.

Alors que 150 personnes étaient attendues, 400 sont venues.

On a pu dégager 4 tendances de ce que veulent les gens, 4 thématiques qui les touchent :

* *L'accès à la terre* : occupations, réappropriation de terres ;

* *L'aspect collectif* : Collectifs de vie / collectifs paysans / coopératives ;

* *La formation technique, la transmission de savoirs* : idée de créer un réseau de fermes pour transmettre un savoir faire / se former ;

* *Les semences et la biodiversité animale* : Autonomie et préservation. Échanges, réappropriation de la production. Ce sujet, déjà bien reconnu en France, est porté dans RtF plus par des groupes de l'Est (Allemagne, Autriche...).

- En février 2010, **Assemblée RtF à Barcelone dans le squat Can Masdeu**, pour discuter de comment se structure RtF, comment s'articulent groupes locaux et mouvement européen (groupes locaux autonomes, quel lien à l'échelle européenne, quelle place/positionnement pour la proto-équipe... Voir ci-dessous)

- Parution des **Bulletins n° 1 et n° 2** en 2010. Ils contiennent en substance des questions discutées pendant les rencontres antérieures à ce weekend et ça vaut le coup de les lire si nous souhaitons ne pas revenir sur des sujets déjà longuement discutés, bref si on veut avancer.

On peut les trouver sur le site de Reclaim the Fields : <http://www.reclaimthefields.org/>

Fonctionnement de Reclaim the Fields:

Le partage continue sur des décisions prises lors de la réunion de Barcelone au printemps qui définissent un peu **comment fonctionne la constellation Reclaim the Fields** (lire les bulletins pour plus de détails), ce qui donne en résumé :

RtF est une constellation faite d'étoiles éparpillées (individu-e-s, lieux, groupes locaux) mais qui se regroupent grâce à la mise en place :

❖ Des *assemblées européennes* ouvertes qui ont lieu deux fois par an

❖ D'un *grand campement européen* tous les deux ans

❖ Des *groupes locaux* à géométrie variable, ayant chacun leur nom propre.

Il y a l'idée de créer des groupes locaux, mais selon les pays, le local ne signifie pas toujours la même chose : le groupe « belge » se disait local, il y a une géométrie variable pour ces groupes locaux, qui d'ailleurs ne s'appellent pas « Reclaim the Fields »; Par exemple le groupe breton "Ramène Ta Fourche" en a gardé les initiales. (voir bulletins à propos des groupes locaux).

L'aspect local des groupes n'est donc pas soumis à des contraintes de forme ou d'échelle (ex: on peut ainsi avoir un groupe local "Belgique" et un groupe local informel à l'échelle d'un petit groupe de gens...) car après tout qu'est-ce que le "local" ?

Chaque groupe local serait comme une étoile et RtF serait comme une constellation, dans l'idée que ce que l'on porte localement s'inscrit dans quelque chose de plus large.

- **Réunions:** On fait une réunion européenne deux fois par an. Et une fois tous les deux ans, un grand campement européen. Avec bien sûr entre temps des initiatives locales...

- **Rotation et répartition des tâches:** les corvées tournent de 6 mois en 6 mois (le Bulletin s'il continue, l'organisation des réunions...)

- ❖ Du *Groupe 'Carrots'* qui s'engage à faire une sorte de suivi d'une assemblée à l'autre, pour assurer un suivi des décisions même si les lieux et les personnes impliquées dans RtF changent. Ce petit groupe est tournant par définition. Pour en faire partie, il faut en faire la demande explicite et vous recevrez tous les mails qui circulent sur la liste européenne (mails bilingues)
- ❖ De *commissions transversales à l'échelle européenne* : c'est en construction et il y a pour le moment des dynamiques autour des fermes collectives et des semences.

Entre temps, les **outils de communication** des étoiles sont essentiellement des listes de diffusion. Il y en a une « Européenne » où on écrit en deux langues, une francophone, une germanophone et puis la liste « Carottes » où circulent toutes les infos.

L'**organisation horizontale** est une valeur importante de la constellation RtF. Pour cela la **répartition des tâches** est tournante, idéalement de 6 mois en 6 mois (le Bulletin s'il continue, l'organisation des réunions...)

La discussion continue sur les **enjeux du weekend**, et quelques uns des points mentionnés sont :

- ❖ Qu'il y a une dimension régionale à prendre en compte et qui fait la richesse de RtF : entre l'Europe latine, l'Europe du Nord et l'Europe de l'Est les réalités de terrain et culturelles sont différentes. Qu'il est important de rester horizontaux mais ouverts, de s'enrichir de la rencontre des cultures.
- ❖ Qu'organiser des discussions est intéressant en soi mais que pour avancer la pratique est nécessaire : créer du lien, des traces. Idées de créer des outils concrets sur les bases, les contacts, la mise en commun d'information ; de donner des bases pour celles et ceux qui voudraient porter cette dynamique.
- ❖ Le contexte de mouvement social (réforme retraites...) est évoqué à travers l'actualité dijonnaise et l'implication des habitantes et individuelles liées aux tanneries. Une action commune est proposée.

Après une pause rapide pour les cerveaux qui phosphorent déjà pas mal, la discussion reprend sur du partage d'expériences.

Tour d'horizon des expériences connues:

■ Quelques exemples de ce qui se passe à différents endroits en France:

Le potager collectif à Dijon (21) : occupation le 28 mars 2010 d'un terrain dans l'ancien quartier des maraîchers de Dijon sur lequel la Mairie a un projet immobilier – 150 personnes sous la pluie défrichant, retournant la terre, plantant... le potager se fait, continue (malgré la démolition de la Villa expulsée toute proche) et les récoltes arrivent - belle expérience d'ouverture et de regroupement de milieux très différents qui soutiennent ce jardin, implication de gens nouveaux qui se politisent avec l'imaginaire plus ouvert du jardin – et ça prend au mot la Mairie sur son discours écolo fanfaronnant, éco-quartiers...

Un jardin partagé à Laval (Mayenne) : occupation et plantation de patates par des habitants du quartier avec l'aide de militants de « Ramène Ta Fourche » d'un terrain de 1,4 ha, où se trouvaient des jardins ouvriers, racheté par la Mairie – là aussi ça a permis une politisation des gens impliqués, on parle d'autonomie, voire même d'autogestion... « Ramène Ta Fourche » en Bretagne (et région plus large) : une vingtaine de personnes réunissant plusieurs dynamiques locales – rencontres autour du foncier, action contre les expulsions de terres, expérimentation (ferme-école espace autogéré)...

Collectif à Brest dans le milieu squat de maraîchage et céréales (3,5t de blé) – Installation avec l'aide de Terres de Liens d'un GAEC à 5 en Mayenne...

En Normandie, le jardin des 400 Goûts à Rouen : expérimentation et maraîchage pour cantines populaires, bouffes sur piquets de grèves.. Projet d'hortillonage à Amiens.

En Provence – Côte d'Azur, des personnes ayant participé à des rencontres de Reclaim The Fields, travaillent sur la transmission de connaissances juridiques pour mieux connaître / utiliser les outils législatifs d'accès à la terre à notre disposition, et des mobilisations, en collaboration avec le regroupement de défense des Terres Fertiles (13) ; sur le statut d'association agricole 1901 ; sur le problème des habitations et bâtiments d'exploitation agricole ; sur les acquis des luttes anciennes pour des terres collectives qui peuvent exister encore. Action dans le Lubéron contre Pierre Cardin et son projet de golf géant. Dans le Var, avec Lever de Soleil : 4 hectares ont pu être conservés en jardin. À Tarascon, action pour une parcelle agricole destinée à devenir zone artisanale.

Un exemple dans la Roya de lutte contre un projet de lotissement de résidences secondaires en installant une exploitation de petits fruits. Nature et citoyenneté en Crau Camargue-Alpilles : chercher la petite bête à protéger, par l'expertise naturaliste on arrive à garder certaines terres en agriculture. Dans les Hautes-Alpes : les journées chinoises (ou journées coups de main)...

En Ardèche, ce qui se passe dans le voisinage de la ferme collective de Caracoles de Suc est intéressant ; des solidarités se recréent avec des jeunes qui s'installent sur de toutes petites surfaces sans pratiques de production : chantiers chinois, mutualisation des outils, commandes collectives de semences, de petits matériels ; projet de minoterie collective...

D'autres expériences ont été citées (ex: l'occupation de la ferme de vie du Bersac (05), des luttes en Guadeloupe avec occupation de terres)... mais il manque de temps pour développer ces expériences.

On évoque aussi l'occupation de Notre Dame des Landes (proche de Nantes) mais le sujet est plus largement abordé le lendemain quand des gentes de l'occupation transmettent un témoignage collectif.

Plein d'autres expériences n'ont pas pu être abordées et/ou oubliées dans ce compte rendu. Ne manquez pas d'écrire à la rédaction (liste RtF France) et nous porterons diligemment remède à ces carences.

On retiendra tout de même qu'il se passe plein de choses, en plein d'endroits en France.

Remarques diverses glanées pendant ce tour d'horizon:

- Les résidences secondaires, c'est un gros problème pour l'accès à la terre..
- Et la spéculation foncière, c'est un très gros problème.
- Différentes manières de s'organiser collectivement existent et fonctionnent (ex: journées chinoises, magasins de producteurs...)
- *L'entraide* est un statut spécifique au monde agricole. Légalement, ce n'est pas considéré comme du travail au black. Cela fonctionne aussi sur du remplacement. Le statut agricole a donc des côtés très pratiques.
- L'organisation en *association agricole* permet de se servir de l'entraide comme mode de fonctionnement
- dans le Cantal, l'ASAD (Asso de Soutien aux Agriculteurs en Difficulté) est un exemple de solidarité collective entre agriculteurs.

■ Ce qui se passe, dans les très grandes lignes, dans d'autres pays:

- En **Espagne**: il y a un super réseau de gens / collectifs très dynamiques mais la dimension européenne ne semble pas les intéresser beaucoup.

Au sud des Pyrénées (Catalogne, Aragon, Navarre), il y a beaucoup, vraiment beaucoup de villages abandonnés et donc beaucoup de ces villages sont squattés. Ces lieux ont été abandonnés sous Franco du fait de projet de barrages et aussi de l'exode rural. Ils appartiennent aux Comunidades (équivalent de nos régions) qui n'ont pas de projet dessus. Entre les différents lieux occupés, il y a des liens d'entraide, du matériel collectif, des fêtes. Une fois par an il y a les Journées d'Occupation Rurale, rencontres assez informelles avec des ateliers et du temps libre sans réunion. Différentes publications sont émises par ce réseau « La llamada del cuerno », le « Rache ». Vu l'isolement de ces lieux et l'absence d'Internet, la coordination est parfois difficile, mais avec acharnement et courrier manuscrit, on publie des contributions de différents collectifs. Une espèce de réseau s'organise, avec une volonté de s'ouvrir un peu plus et des rencontres thématiques inter-villages. Une école, ou plutôt un lieu pour l'apprentissage, a été construit, permettant de scolariser sur place une dizaine d'enfants, avec le soutien d'une école libertaire. Certains lieux creusent particulièrement la question de la résolution des conflits, les questions de genre aussi sont très présentes.

Une coopérative intégrale a été créée en Catalogne, différents collectifs s'organisent pour se passer au maximum de l'État, de l'argent et du capitalisme (ex : transports en commun, échanges de bouffe, santé avec un essai de sécu, payer quelqu'un au black pour cultiver des terrains et produire des légumes pour la collectivité...).

- Nous n'avons aucun contact avec **l'Italie**.
- En **Allemagne**, il y a entre autres beaucoup d'initiatives intéressantes, mais pas forcément connectées qui s'articulent autour de l'agriculture non marchande. Un exemple avec une ferme collective qui produit des pommes de terre, dont la culture, / récolte / stockage impliquent plein de gens, et qui sont distribuées gratuitement une fois par mois dans le cadre des "cafés patate" à Berlin.
- À **Genève**, exemple d'un Jardin de Cocagne' et Charottons, très bien implanté, très équipé, (grand luxe, conditions de travail optimales), menacé d'expulsion car Genève s'agrandit et comme expulser tous les squats n'a pas suffi, c'est maintenant les projets de paysans urbains qui sont menacés.
- En **Suède**, un groupe s'était formé après Malmoe : Michorizza. Ils ont cultivé collectivement pour alimenter une cantine mobile lors de la lutte de Copenhague pour la justice sociale et climatique.
- Au **Royaume Uni**, peu de contacts sauf un journaliste de « The Ecologist » qui s'installe en mode AMAP et une revue « The Land » qui cherche à rendre visible l'agriculture vivrière.

La soirée du vendredi se poursuit par un repas partagé et des partages et discussions animées.

Samedi

Petit interlude matinal :

Le sénateur UMP De Pierre nous avait invités à son petit déjeuner – débat public pour nous parler de nos retraites et a pourtant refusé, aidé de quelques flics et autres crs, de nous laisser entrer plus loin qu'au pied des ascenseurs de l'hôtel Mercure. Heureusement que nous avons des infiltrés qui ont pu nous récupérer quelques croissants et des impressions sur l'ambiance chaleureuse et joviale qui régnait dans la salle du débat, que nous avons égayé une heure durant depuis le hall, de remarques pertinentes telles que "la retraite des sénateurs pour tous les salariés, la retraite des députés pour tous les travailleurs", " le débat public, c'est fantastique" et je sais plus quoi d'autres, une version poignante d'un tube de Coluche sur "les salauds", quelques sonneries un peu aigües, et hop une rigueur rigoureuse pour un planning bien mené, après le petit dèj nous retournâmes en réunion à l'heure dite.

Aux Tanneries, la journée du samedi commence par un partage autour de quatre questions en petits groupes, chaque fois en une demi heure environ.

Après le repas nous partons au potager collectif des Lentillères pour mettre en commun ce dont on a discuté le matin. Deux personnes témoignent de leur temps passé dans les villages squattés des Pyrénées espagnoles (témoignage retranscrit plus haut).

4 questions importantes, et les réponses qu'on leur a trouvées en discutant en petits groupes

■ Pourquoi lutter pour la terre en Europe et localement ?

- Pour y vivre, d'abord.

- Lutter *contre* :

- l'extension des villes,
- la propriété privée,
- le bétonnage,
- la concentration de la terre entre les mains de quelques agromanagers,
- le grignotage des terres (urbanisation),
- la dépendance au marché mondial,
- le capitalisme.

- Lutter *pour* :

- l'autonomie alimentaire,
- la relocalisation de l'économie rurale,
- recréer des terres fertiles,
- transmettre et conserver des savoir-faire,
- la propriété commune,
- éviter le point de non retour (ex : la mort du sol, l'érosion),
- un équilibre villes-campagnes (cercle vertueux : en dynamisant la campagne, on attire les urbains bloqués en ville et on acquiert de la légitimité à l'égard des paysans conventionnels),
- ne plus déplacer nos problèmes vers d'autres pays, (exemple en Europe de l'Est : jusqu'à présent dans les nouveaux pays entrés dernièrement dans l'Union Européenne, seuls les "gens du pays" pouvaient acheter la terre. A partir de 2011, n'importe qui, de n'importe où, pourra le faire et il s'agit notamment d'immenses terres des anciens kolkhozes)

- permettre des expérimentations sociales différentes,
- servir de socle à l'émancipation, à la lutte anticapitaliste et mettre en valeur des pratiques fructueuses basées sur l'échange et la solidarité.
- pour un mode de vie plutôt que de survie.

- Limites identifiées : Terre de Liens, par exemple, ne concerne qu'un petit nombre de gens.
- Ne pas oublier que des projets individuels intéressants existent, tout comme des moyens de collectivisations classiques (CUMA, coopératives).
- Idée d'une réforme agraire intégrale qui sous entend un changement plus global.
- Dans le cadre d'actions collectives, il est important de tenir sur le long terme.
- Derrière la question de la lutte pour la terre, il y a la question de ce qu'on fait dessus (dimensions sociale, écologique).
- Luttés à différentes échelles : localement, préserver la terre, c'est aussi affaiblir le capitalisme.
- L'agriculture se transformera avant tout par la marge, et non par des agriculteurs plus ou moins coincés dans leur fonctionnement, pieds et poings liés.
- La lutte pour la terre englobe toutes les autres luttes : la nourriture c'est terre à terre, la terre appartient à tout le monde, personne ne peut être contre un potager, c'est une passerelle pour atteindre les gens, visibilité d'autres possibles...

■ Pour qui lutter ? Pour y faire quoi dessus ?

Pour faire quoi ?

- Dimension agricole : Développer l'autonomie. Expérimenter. L'agriculture est un support qui permet de développer l'accueil, la solidarité, des liens entre des luttes, la convergence. C'est un outil qui va bien plus loin que la satisfaction du besoin de s'alimenter.
- Dimension collective et sociale: créer du lien, des échanges.
- Dimension politique : remise en cause de la propriété privée.
- Question : quelle autonomie possible ? Quel degré d'autonomie?
- Savoir-faire, expérimentations.

Pour qui ?

Deux réponses qui peuvent être complémentaires se détachent :

- ❖ Pour soi et ses proches (ilôts, autoconsommation)
- ❖ Pour toutes et tous à l'échelle mondiale, pour être solidaires avec les personnes en lutte (partage nourriture), et avec celles-ceux qui se crèvent au boulot pour produire à bouffer pour nous (ça leur fait ça en moins).

La question « avec qui ? » paraît avoir plus de sens mais le temps manque pour l'approfondir.

■ Quelles formes peuvent prendre ces luttes ? Quels sont les outils juridiques et techniques dont on a besoin ?

Par lutte on entend la lutte :

- Pour* : les terres, l'autonomie,
- Contre* : le capitalisme, la spéculation foncière,

Formes d'accès à la terre :

- Occupation
- Prêt de terres
- Accès par le cadre « classique » institutionnel (y compris Terre de liens, offres de collectivités territoriales)

Il ressort une opposition entre l'occupation et l'utilisation des structures existantes. Suggestion sur un compromis : habitat dans zone achetée et exploitation de terres squattées autour.

Constat : Il y a des possibilités juridiques car parfois la loi va dans notre sens mais elle n'est pas toujours appliquée. D'où le besoin de maîtriser les outils juridiques (terres incultes, documents d'urbanisme, etc.) quelle que soit la forme choisie d'accès à la terre.

Le besoin de **créer des outils** pour maîtriser la législation et les procédures en vigueur afin de les utiliser ou de les détourner (créer des rapports de force, entrisme dans SAFER ou conseils municipaux) est fortement souligné, il y a notamment un manque de connaissance fort en ce qui concerne l'occupation de terre.

Autres besoins et remarques soulignés :

- **s'organiser en réseau** , notamment pour l'appui logistique, stratégique aux occupations, le partage des stratégies et la mutualisation des expériences. Appel aux dons.
- La stratégie juridique ne se suffit pas à elle-même et a ses limites. Le rapport de force est indispensable dans les actions.
- Communiquer : la question de la **communication en interne** est importante voire primordiale. Il faut prendre en compte les différences entre les contextes urbains et ruraux au niveau de la réactivité, de la mise en place du rapport de forces, de l'isolement relatif. La **communication vers l'extérieur** est aussi importante, notamment pour que l'occupation soit perçue comme un levier pour l'installation.

Idées

- Faire circuler l'information sur les terres qui se libèrent.
- Possibilité de faire de l'entrisme dans certaines institutions (SAFER, communes, etc.).
- Identifier des personnes ou orga ressources qui ont déjà les compétences (Terre de Liens, Comité d'Action Juridique, etc.).
- Idée d'action : occuper légalement un lieu-noyau (achat ou location d'une habitation par exemple) et squatter des terres alentour.

■ **Quelles paysanneries pour quelle société ? Quels modes de solidarité activer sur ces luttes là ?**

- Pas de réponse à la deuxième question.
- Définition de paysan difficile : gratteur de terre ? Producteur-trice qui vit de sa production?

Paysan-ne-s dont le but est l'autonomie locale pour remplacer l'agriculture de masse ? Paysan-ne-s solidaires avec tou-te-s sur Terre ?

- Petite paysannerie pour remplacer l'agriculture de consommation de masse.
- Solidarité envers les paysans.

- *Débat* :

Dans un bulletin de RtF il y a une proposition de définition: Le paysan c'est celui qui produit de la nourriture (pour lui ou qui l'échange, la donne ou la vend), sans question d'échelle ou de finalité dans la production. La définition prend aussi en compte les travailleurs agricoles.

Question de la finalité de la production: Ne pas réduire la paysannerie à un acte de production. Il y a aussi tous les aspects de la vie quotidienne, le mode de vie paysan.

Lien entre forme de paysannerie et forme de société. La modernisation d'après guerre s'est appuyée sur une casse de la localisation des productions et transformations, qui est allée de pair

avec une augmentation de l'urbanisation et du salariat. Changement total de rythme au niveau sociétal.

Pourquoi se référer à un « autrefois » alors que la question serait plutôt de mettre en place une démarche de production alimentaire et la sortir du système marchand ?

Point juridique

Le besoin de mettre en commun ce que l'on sait au niveau juridique s'est fait sentir déjà la veille et en grand groupe on discute des interrogations communes.

Pas d'exposé juridique mais plutôt une présentation des thèmes possibles et identification de certains outils et de personnes ressources (guide méthodo de Terre de liens sur l'accès collectif à la terre et au bâti, formations du CAJ Rhône Alpes).

Thèmes identifiés exclusivement ruraux : statut du fermage, contrôle des structures, SAFER, commodat (prêt à usage), risques sur occupation, habitat léger, statut agricole, statuts de propriété collective, etc.

A creuser et à connaître, parce qu'en agriculture, plein de lois vont dans notre sens, nous protègent. Inventorier différentes formes juridiques d'accès à la propriété (SCOP, SCI, associations agricoles).

Besoin de connaître les expériences locales et comment s'est fait l'accès à la terre (contexte, outils utilisés, rapport de force), notamment dans le cadre d'occupations. Idée de répertorier les lieux squattés et rachetés m² par m² pour savoir ce qui s'est passé et avoir des références.

Intérêt fort sur le statut d'association agricole utilisé par différents lieux (Balulette, Longo Maï, Malhaussette, Caracoles de Suc). L'association est une personne morale agricole qui permet d'obtenir un statut agricole pour tous les membres. Il faut une personne qui a réellement les diplômes agricoles permettant une installation et une demi SMI (Surface Minimum d'Installation). Dans ce cadre, la propriété n'est ni nominative ni personnelle.

Notre Dame des Landes

En début de soirée un temps ouvert pour des personnes de l'extérieur était prévu. RtF est brièvement présenté et les discussions se poursuivent autour du témoignage de personnes vivant l'occupation de Notre Dame des Landes (44).

Notre Dame des Landes (NDL) à environ 25km au nord de Nantes est le lieu d'un projet d'aéroport complètement mégalo qui date de la fin des années soixante. Le projet comporte aussi un « barreau routier » pour une autoroute qui desservirait l'aéroport et contournerait Nantes en reliant deux autoroutes existantes.

La première résistance qui s'est mise en place quelques années après est une résistance paysanne qui forme l'ADECA (Association Des Exploitants Concernés par l'Aéroport). Il s'agit d'un mouvement revendicatif de « paysans travailleurs » qui s'inscrit dans une solidarité de lutte des classes entre paysans, ouvriers et pêcheurs.

La ZAD (Zone Aménagement Différé) est créée avec un droit de préemption pour le Conseil général qui rachète les terres petit à petit. La ZAD fait 2 000 hectares (ce qui équivaut à un rectangle de 10km sur 2)...

De 1970 à 2000 il ne se passe pas grand chose sauf le rachat qui permet au Conseil Général d'être propriétaire de 80% des terres en l'an 2000. C'est là que l'on reparle du projet et que la lutte reprend, il y aussi une association des citoyens concernés par les nuisances de l'aéroport (CIPA) qui coordonne une trentaine de groupes. La lutte est faite d'actions d'informations dans les villages, de lobbyings auprès des élus locaux, de recours juridiques infructueux et de quelques grosses

manifestations. Un groupe fatigué de la dynamique conformiste (participation à l'enquête d'utilité publique) fait scission et forme « les habitants qui résistent ».

En 2009 suite au Camp Action Climat deux maisons sont occupées, une cabane collective est construite en automne. Les occupations et constructions continuent et 16 maisons sont aujourd'hui occupées. Les personnes vivant sur les terres appartenant au conseil général sont soumis à des baux précaires avec des préavis de 2 mois pour les habitations et d'un an pour les agriculteurs. Les baux locatifs mettent les frais d'entretien à la charge des locataires, qui hésitent à se lancer dans de grands travaux (toitures...).

2009 est aussi la date des premiers forages techniques sur le barreau routier. Vu les manifestations d'opposition la zone des forages est militarisée. Les études et appels d'offres des constructions sont en cours d'être finalisés.

Le contexte des opposants est complexe entre l'ADECA (agriculteurs), la CIPA (citoyens), les habitants qui résistent, les « élus qui doutent de la pertinence de l'aéroport », les personnes occupant des maisons de la ZAD. Il y a des enjeux variés, tout le monde n'est pas forcément dans une opposition radicale à l'aéroport et notamment l'ADECA négocie beaucoup pour les agriculteurs restants sur le prix des terres, sur des primes de départ...

L'Occupation est faite de gentes vivant dans des maisons, des camions, des cabanes (dont un groupe de cabanes haut dans les arbres) qui s'étalent sur une distance de 8km, circulation inter-lieux en vélo et en stop.

Sur la quarantaine de personnes il y a plusieurs groupes qui ne se croisent pas forcément mais le passage d'un huissier et les menaces du conseil général ont relancé la coordination interne de l'occupation sur la ZAD. Depuis cet été des réunions hebdomadaires permettent de chercher des positions communes, de se préparer à une expulsion.

Au niveau du fonctionnement collectif il y a une maison collective et un gîte qui a vocation à accueillir des collectifs ou groupes qui voudraient se réunir, une volonté de s'élargir est là. Les jardins dépendent de chaque maison, les surplus sont échangés et il y eu des plantations collectives de blé noir et patates.

- Quelques évènements ont été organisés, dont projection sur la place du village.

- Les contacts avec les gens des villages autour sont plutôt bons, parce c'est la même lutte. Pourtant, on remarque pas mal de résignation de ces mêmes personnes. Les syndicats de défense des habitants les incitent à être plutôt conciliants qu'en totale opposition, sous prétexte de négocier au mieux le rachat des terres. Du coup beaucoup de « gros » exploitants jouent le jeu et vendent sans faire de bruit.

- Les occupants essaient de suivre la progression du projet: d'abord un barreau routier, sans lequel l'aéroport est inaccessible. Le tracé de ce barreau passe sur certaines des maisons occupées. Pas possible de savoir par où les travaux vont vraiment commencer, mais des aménagements sont faits, qui semblent préparer le chantier. Et des vigiles ont été recrutés.

Besoin de personnes sur les lieux pour coordination des actions ?

En tout cas, il y a de la place pour des groupes qui voudraient donner des coups de main ou s'installer, une envie de s'élargir et de voir des cultivateurs s'installer sur la zone. Une envie aussi d'être en lien avec un réseau plus large.

Pour être tenu-e au courant de ce qui s'y passe une mailing liste a été créée (elle est peu utilisée mais a vocation à l'être). Lien pour s'inscrire : <https://lists.aktivix.org/mailman/listinfo/zad-occupation>

Après, il y a eu une boum...

Dimanche

... on était toutes et tous super en forme, fraîches et dispos pour un jogging collectif au lever du soleil.

Après ça, on a discuté en groupes de 3 grandes questions pratiques, ouvrant de vastes et concrètes perspectives:

- Un point juridique: évaluer les questions à approfondir et comment mutualiser nos trouvailles + un point d'organisation - communication qu'on n'a pas traité.
- Notre dame des Landes
- Le réseau de formation.

L'aspect juridique

L'idée de départ était d'écrire un **document utile**, pour faciliter l'accès à la terre et à ce qu'on peut faire avec.

Petit débat: Il ne serait pas forcément nécessaire d'écrire des trucs qui existent déjà (voir le guide méthodologique de Terre de Liens par exemple, et différentes publications du Comité d'Action juridique de la Confédération Paysanne);

Mais: On pourrait quand même produire un document qui nous soit propre, avec un éclairage différent, ce qui n'empêche pas de reprendre des éléments existant ailleurs. L'objectif étant plutôt d'avoir des actions sur le foncier plutôt qu'un discours sur le foncier.

→ On envisage ce document comme un projet à plus ou moins long terme, afin d'avoir quelque chose de consistant.

Avant de passer à des actions, on souhaite définir des objectifs.

- Passer en revue les différentes étapes / modalités de l'accès à la terre
- Montrer qu'on peut trouver des informations, quel que soit le mode d'accès à la terre empruntée.

Mais comme rien n'existe, apparemment, sur l'**occupation de terres**, on développera plus cet aspect-là. Cela n'empêchera pas de présenter un point de vue critique sur ce qui existe et sur certains discours officiels ou du moins répandus (ex la SAFER, un parmi d'autres outils magnifiques sur le papier dont il faut présenter les déviances).

- On voudrait faire un **WIKI juridique** sur le site RtF, avec des outils informatiques pour faciliter la trouvaille d'informations. Pour récolter ces informations, on commence par un recueil de témoignages auprès d'endroits squattés, actuellement ou par le passé. Si vous en connaissez merci de nous contacter.

Ce **recueil d'expériences** est prévu pour la fin 2010.

D'ici janvier, on prendra connaissance des différents documents sur l'accès à la terre (Guide de Terre de liens, outils du CAJ)

- On présentera également les **différents modes d'acquisition**: (SCI, GFA sont les moyens d'acquisition collective les plus connus, on creusera donc le sujet de l'**association agricole**). Là aussi on commencera par un recueil d'expérience auprès de différentes fermes. On fera de même pour l'**association foncière**.

- Par contre, il est important de distinguer l'activité du mode d'acquisition. En effet, avoir un projet agricole est déterminant dans le parcours et les facilités / obstacles rencontrés.

- **Installation de particuliers:** Faire une présentation générale de comment ça marche pour s'installer, sur le statut d'agriculteur, en montrant une variété de possibilités. Car les institutions favorisent une sorte de "modèle unique" d'exploitation agricole, mais ce modèle dominant laisse une marge de manœuvre qui permet des installations hors normes.

- Statut social (agriculteur, cotisant solidaire, conjoint collaborateur...), contrôle des structures, Statut du fermage, SAFER, Procédures d'expulsion, Documents d'urbanisme (zônage...), MSA (cotisations) ... sont autant de termes et de sujets à **définir / expliquer**.

- Référencer les **sites** web utiles.

- Rédiger un lexique de tous les **sigles** (MSA, DDT, ONF etc).

- Référencer les **lieux abandonnés**. Mais plutôt de manière informelle, hein?

Pour que ça soit utile il faut d'abord se renseigner: faire des repérages et trouver les propriétaires.

***Grâce au **cadastre** en ligne (<http://cadastre.gouv.fr>), c'est facile (à priori) et gratuit d'identifier une ou des parcelles. En se rendant à la mairie, on peut connaître l'identité des ou du propriétaire. Les mairies n'ont pas le droit de refuser ce renseignement. Par contre, elles ne le donneront pas nécessairement par téléphone.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser au service de conservation des hypothèques. Là ça coûte 30 €.

L'idée c'est que chacun-e d'entre nous on explore de notre côté en quête de terres à l'abandon et de gens qui cherchent du terrain.***

Réseau formation Reclaim the Fields

- Décision d'**écrire une charte** qui définit pour le paysan, comme pour la personne apprentie, comme pour l'intermédiaire RtF qui les mettra en relation, les objectifs de l'apprentissage : formation agricole et politique.

Cette charte devrait répondre à plusieurs questions, dont les suivantes ont déjà été discutées en réunion : qu'est ce qu'on considère comme pratique militante de la part de la personne formatrice ?

Comment est ce que RtF accompagne la personne dans son apprentissage ? D'une part organiser la rencontre entre le paysan installé et l'aspirant paysan, mais aussi garder contact avec l'un et l'autre pour assurer une éventuelle médiation

L'écriture de cette charte peut se faire d'après deux textes qui ont été lus lors de l'atelier : une lettre adressée aux paysans bio allemands, et une ébauche du projet issue du camp RtF 2009.

- Nécessité que les membres RtF s'organisent pour permettre à une personne de se former dans le type d'agriculture ou de pratique qui l'intéresse.

- Rendre visible sur le site RtF que l'on peut se former via le réseau RtF.

- Constituer un **annuaire interne** qui dit que tel groupe local peut mettre en relation une ferme ou il se passe telle activité agricole. L'idée est que les contacts des fermes ne soient pas largement publiés. Et que pour autant on sache à qui s'adresser pour trouver le lieu correspondant à une demande.

- Action des **groupes locaux** dans la création de ce réseau et au cours de la formation : Un groupe local peut être réduit à une personne seule qui connaît une ferme militante susceptible d'accueillir une personne voulant se former. Ces groupes locaux vont rencontrer les paysans et expliquent les objectifs de cette formation. Si les paysans adhèrent au projet, les groupes locaux font alors le lien entre apprenti et paysan, ainsi qu'un suivi de la formation et si besoin assure une médiation entre le stagiaire et les formateurs-trices.

- Se renseigner sur ce qui existe déjà dans ce domaine (compagnonnage dans le réseau REPAS, ASPARI...)

- Point juridique : faut-il donner à cette formation un **cadre associatif** ? L'association aurait pour objet l'aide à la paysannerie et permettrait une couverture (assurance) par le statut de ses membres. Les personnes se formant seraient alors des bénévoles de l'association. La nécessité de ce cadre est en réflexion.

L'atelier sur Notre Dame des Landes : ce qu'on voudrait, pourrait y faire.

On propose de faire là-bas le prochain campement européen Reclaim the Fields en 2011. La lutte de Notre Dame des Landes touche dans sa globalité aux problématiques de RtF : accès à la terre, installation, lutte contre les destructions de terre, anticapitalisme, écologie globale, écologie pratique. Il y a déjà eu un Camp Action Climat, sur place, c'est donc relativement approprié. Il y a différents chantiers à faire là-bas.

- Il existe tout de même un doute sur la pérennité de l'occupation, il faudra alors envisager un plan B.
- Idée de mettre en place là-bas une exploitation agricole, dans la continuité du campement. Des gens pourraient rester quelque temps après le campement pour aider cette structure à démarrer. On lance donc un appel à installation, à relayer partout. Les personnes qui sont là-bas s'engagent à trouver les terres possibles... enfin c'est à voir avec les gens qui n'étaient pas à Dijon ce weekend.
- Idée de rédiger collectivement un appel à diffuser

En résumé:

- Campement RtF 2011 sur l'occupation de Notre Dame des Landes (à valider au niveau européen)
- Exploitation agricole à installer
- Rédiger et relayer l'appel à installations sur la zone

L'AGENDA

La prochaine rencontre RtF francophone

- On voudrait avoir plus de temps car ce weekend à Dijon le temps nous était tout le temps compté, c'était un peu frustrant et on n'a pas pu aborder toutes les questions qu'on aurait voulues.

Donc on pourrait faire les rencontres sur 3 à 4 jours, englobant un weekend sur lequel on concentrerait les points les « plus importants » pour les traiter à plus nombreux-ses.

Cela pourrait se passer à Notre dame des Landes si des gens là-bas sont d'accord (un gîte permet d'accueillir de grands groupes jusqu'à 50 personnes) et si des gens sont motivé-es pour préparer ça. A confirmer, donc.

Les dates qu'on propose sont du **2 au 6 février 2011**.

La rencontre RtF en Autriche le weekend prochain (30 – 31 octobre 2010).

L'ordre du jour :

- Questions de genre dans les luttes paysannes
- Extension de la démarche de Terre de Liens à l'Europe
- Commission « Fermes collectives » (suite aux rencontres sur les fermes collectives, en Autriche en septembre 2010).
- Forum Nyeleni, en Autriche.

Forum sur l'autonomie alimentaire, à Nyeleni en Autriche, août 2011.

Même si RtF n'y fait pas sa rencontre européenne bisannuelle en 2011, on pourrait tout de même mobiliser et y aller pour participer, proposer des ateliers... Cela se discute pendant l'assemblée européenne RtF a Wieselhoisl.

La SAFER fête ses 50 ans à Lyon les 2 et 3 décembre 2010, au palais des congrès. Appel à mobilisation nationale par la Confédération Paysanne, mais on ne sait pas encore ce qui est prévu.

Toutes les SAFER de France seront représentées.

RtF participe à la mobilisation ou aurait sa propre action ? Ou bien les deux ?

Une action à Lyon à cette occasion-là n'empêche pas des actions sur les antennes locales de la SAFER .

Cela n'empêche pas non plus de se renseigner plus avant sur ce qu'est cet organisme, ses buts et ses déviances, bref...

Conclusion récapitulatoire et perspectives d'avenir : Les choses qu'on a décidé et celles qu'on va faire.

- Faire des recherches sur les aspects juridiques et pratiques de différents modes d'accès à la terre (occupations, achats sous diverses modalités), sur différents fonctionnements (association par exemple, cotisant solidaire, etc), les statuts et autres questions obscures et pourtant fort utiles
- Mutualiser nos trouvailles pour que ça soit utile. Ceci est une ambition à moyen – long terme
- Chercher des terres potentiellement intéressantes.
- Mettre en place un réseau de formation : contacter des fermes potentiellement intéressées, rédiger une charte
- 50e anniversaire de la SAFER à Lyon les 2 et 3 décembre 2010
- Rencontres RtF francophones du 2 au 6 février 2011. Peut-être bien à Notre Dame des Landes (44), à confirmer après accord des gens de là-bas pour accueillir la rencontre
- Si le groupe qui bosse sur la charte du réseau de formation avait une proposition à soumettre lors des rencontres de RtF francophone en février, ça serait bien
- On relaie l'appel à installation sur les terres occupées à ND des Landes pendant que des gens cherchent là-bas les terres idoines à un projet agricole. Un groupe rédige collectivement cet appel
- Campement RtF européen en 2011 : lieu et date à définir. Si ça se passe à ND des Landes l'été, le mois de mars serait le moment de s'y mettre pour bien préparer tout ça.
Sinon, ça se passera en Autriche à Nyeleni en Août.
- Forum de Nyeleni, Autriche, août 2011, sur l'autonomie alimentaire. Participation de RtF à préparer.

Pendant ce temps, ici on épluche des châtaignes, et il se passe plein de trucs partout.

Voilà, ça y est tu es arrivé-e à la fin de cet interminable compte rendu. Bravo ! On espère que c'était lisible et pas trop ennuyeux. En tout cas s'il manque des choses importantes tu peux toujours écrire à la liste mail pour les faire savoir !

D'ici à février portez-vous bien !